

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 15 JUIN 2010

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G., POTTIEZ P., MAUROY-
MOULIN-STALPAERT P., SENECAUT M, MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F.,
VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I., MORCRETTE C., DECAMPS P.;
Conseillers;

GILLARD Stéphane, Secrétaire Communal ff.

La séance est ouverte à 20h00.

Une minute de silence est demandée par la Présidente du Conseil, en l'honneur de
Monsieur Bernard COPENAUT, ancien Secrétaire communal d'Herchies et ancien
employé au sein de l'Administration communale.

La Présidente excuse l'absence des membres suivants : DURIEUX J., BREUSE E. et
LEURIDANT G.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 13 AVRIL 2010 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 15 voix pour et 3 abstentions, le procès-verbal de la séance du 13 avril
2010 – partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 02 JUIN 2010 - INFORMATION

LE COLLEGE COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 02 juin 2010, à savoir : un solde débiteur de
1.332.298,87€.

3. FINANCE – REDEVANCE POUR LA DELIVRANCE DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS CARTE D'IDENTITE D'ENFANT DE MOINS DE 12 ANS – PROCEDURE D'URGENCE - APPROBATION

Madame SENECAUT demande des éclaircissements sur le modèle utilisé pour la
délibération.

La Présidente lui répond qu'il s'agit d'un modèle de délibération type.

Mademoiselle MORCRETTE demande des éclaircissements sur l'augmentation des
tarifs et sur les bénéfices éventuels pour la Commune.

La Présidente et l'Echevin des Finances apportent les informations souhaitées.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les charges qu'entraîne pour l'Administration Communale la délivrance de documents administratifs ;

Sur proposition du Collège Communal ;

Après en avoir délibéré,

Décide : à l'unanimité

Article 1^{er} : Il est établi, pour les exercices 2010 à 2012 une redevance communale pour la recherche, la confection et la délivrance de documents administratifs par l'Administration Communale.

Ne sont pas visées non plus :

- la délivrance des documents exigés pour la recherche d'un emploi ou la présentation d'un examen ou concours ;
- la création d'une entreprise (installation comme travailleur indépendant à titre individuel ou sous forme de société) ;
- la délivrance des autorisations d'inhumer prévues par l'article 77 du code civil ;
- la délivrance des autorisations d'incinérer prévues par l'article 20 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures ;
- la délivrance de pièces relatives à une candidature à un logement agréé par la SRWL ;
- la délivrance de pièces relatives à l'allocation démenagement et loyer (A.D.L) ;
- la délivrance de pièces pour l'accueil des enfants de Tchernobyl : l'accueil de ces enfants étant justifié par des motifs humanitaires, aucune imposition communale ne sera effectuée tant lors de la délivrance de la déclaration d'arrivée de ces enfants que pour toute démarche administrative entreprise pour l'accueil.

Article 2 : La redevance est due par la personne qui demande le document.

Article 3 : La redevance est fixée comme suit :

Carte d'identité d'enfant de moins de 12 ans :

Procédure normale : gratuit

Procédure d'urgence : 110 euros

Procédure d'extrême urgence : 180 euros.

Article 4 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande du document.

Article 5 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.
Le montant réclamé pourra être majoré des intérêts de retard au taux légal.

**4. FINANCES – CIRCULAIRE DU 19 AVRIL 2007 RELATIVE AU FINANCEMENT
ALTERNATIF DE CERTAINS INVESTISSEMENTS DE TYPE « BATIMENTS »
DANS LE CADRE DU DECRET DU 21 DECEMBRE 2006 RELATIVE AUX
SUBVENTIONS ACCORDEES A CERTAINS INVESTISSEMENTS D'INTERET
PUBLIC. CONVENTION RELATIVE A L'OCTROI D'UN PRET CRAC –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la convention du 30 juillet 1992 entre la Région Wallonne et le Crédit Communal S.A. relative à la gestion du Compte Régional pour l'Assainissement des Communes à finances obérées (en abrégé Compte C.R.A.C.), telle qu'amendée (et en particulier l'avenant 20);

Vu le Décret du 23 mars 1995 portant création du Centre Régional d'Aide aux Communes, notamment chargé de la gestion du C.R.A.C. tel qu'institué par la convention du 30 juillet 1992;

Vu le décret du 18 janvier 2007 modifiant le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre Régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien financier des communes et des provinces de la Région wallonne ;

Vu les décisions du Gouvernement wallon du 30 mars 2006, du 21 décembre 2006, du 22 décembre 2006 et du 19 avril 2007 relatives au financement alternatif des bâtiments dans le cadre des décrets relatifs aux travaux subsidiés pour un montant total de 350 millions d'Euros.

Vu le cahier spécial des charges (réf. CRAC/BAT/2009-3), relatif au financement alternatif des bâtiments dans le cadre des décrets relatifs aux travaux subsidiés en Région wallonne ;

Vu l'offre de DEXIA Banque du 22 avril 2009, acceptée en date du 12 mai 2009 par le Ministre des Affaires intérieures ;

Vu la notification du 20 mai 2008 de la Région Wallonne, Division des Bâtiments et des Infrastructures sportives, Direction des Bâtiments faisant part de la sélection du projet de la Commune de Jurbise portant sur la construction d'une crèche communale à Erbisoeul

Vu la notification du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique adressé au Collège communal, faisant part de la sélection du projet d'investissement de la commune de Jurbise, tout en fixant le montant plafond de l'intervention financière de la Région wallonne à 1.150.000 €;

Attendu qu'il convient de signer une convention relative à l'octroi d'un prêt CRAC conclu dans le cadre du financement alternatif des investissements travaux subsidiés, et de désigner dans ce but Mademoiselle Jacqueline GALANT, Députée-bourgmestre, et Monsieur Stéphane Gillard, Secrétaire communal faisant fonction ;

Décide : à l'unanimité

Article 1er. - De désigner Mademoiselle Jacqueline GALANT, Députée-bourgmestre, et Monsieur Stéphane GILLARD, Secrétaire communal ff, afin de signer la convention relative à l'octroi d'un prêt CRAC conclu dans le cadre du financement alternatif des investissements travaux subsidiés.

5. FINANCES – PRIME A L'ACHAT D'UN VELO OU D'UN VELO ELECRIQUE (MODALITE PRATIQUE) – REGLEMENT - APPROBATION

Madame SENECAUT fait part de son avis positif sur le règlement proposé, mais attendu que l'objectif poursuivi est d'augmenter l'usage du vélo, elle propose d'en revoir les modalités (coupler avec un abonnement TEC ou SNCB ; possibilité de bénéficier de la prime sur présentation d'une attestation de l'employeur ; une prime par ménage ; élargir le règlement aux vélos pour adolescents).

La Présidente entend ces propositions, mais propose de commencer par une évaluation de l'expérience avant d'adapter éventuellement les modalités du règlement.

Mademoiselle MORCLETTE rejoint Madame SENECAUT sur la proposition d'étendre l'accès à cette prime aux adolescents, et émet également l'idée de distribuer annuellement des casques aux enfants âgés de 4 ans ainsi qu'un gilet fluo de sécurité aux enfants des écoles.

La Présidente lui répond que ces deux dernières mesures font ou ont déjà fait l'objet d'actions, soit au niveau de la Commune (casques), soit au niveau de la Police (gilets).

Mademoiselle MORCLETTE propose également d'élargir l'initiative aux personnes présentant un handicap, ce à quoi la Présidente lui répond qu'aucune discrimination ne sera faite et que cette prime sera également accessible à ces personnes.

Mademoiselle MORCRETTE demande qu'une communication claire soit assurée à l'égard de la population. Elle demande également si les vélos pliants sont acceptés et si seuls les Jurbisiens pourront demander cette prime, ce à quoi elle obtient des réponses positives de la part de la Présidente.

Enfin, Mademoiselle MORCRETTE demande comment seront contrôlées les demandes des citoyens. Il lui est précisé que c'est Monsieur le Receveur communal, sur base de factures nominatives, qui contrôlera ces demandes.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'arrêté du Gouvernement Wallon du 2 décembre 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

Vu l'arrêté du Gouvernement Wallon modifiant l'arrêté du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

Attendu que le Gouvernement Wallon encourage toutes les initiatives communales qui ont pour but de prendre soin de la nature, de la santé des citoyens et de désengorger les artères urbaines ;

Attendu que le Conseil Communal peut, en fonction de la santé financière de la commune, octroyer des aides financières aux ménages ;

Attendu que de nouvelles techniques arrivent sur le marché et apportent un « plus » à l'environnement ;

Attendu qu'il y a lieu de fixer les modalités pratiques de l'intervention communale ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Sur proposition du Collège Communal ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er D'octroyer, à partir du 1^{er} septembre 2010 et jusqu'au 31 décembre 2012, une prime communale pour l'achat d'un vélo « droit » ou l'achat d'un vélo électrique.

- Ne sont visés que les vélos « droits » pour adultes et vélos motorisés électriquement pour adultes.
- Ne sont pas visés les vélos pour enfants, les vélos à deux places (tandems), les tricycles, cuistax, trottinettes et trottinettes électriques ...etc. ne rentrant pas dans une logique de mobilité verte.

Article 2 : Le particulier bénéficiera de cette prime moyennant production d'une facture d'achat d'un vélo dont la date est postérieure au 1^{er} septembre 2010.

Article 3 : Seules deux primes par ménage seront octroyées.

Article 4 : La prime est fixée à :

- à 10 % de la valeur d'achat du vélo avec un maximum de 25 € pour un vélo normal « droit ».
- à 10% de la valeur d'achat du vélo motorisé électriquement avec un maximum de 100 €.

Article 5 : Seules 200 primes pour vélo normal et 10 primes pour vélos électrique seront octroyées par année budgétaire, la 201^{ème} et la 11^{ème} seront reportées à l'exercice budgétaire suivant.

Article 6 : Des exemplaires de la présente résolution seront transmises aux Autorités de tutelle et à Monsieur le Receveur à toutes fins utiles.

6. FINANCES – FABRIQUE DE L'EGLISE SAINT JEAN A MASNUY-SAINT-JEAN- COMPTE 2009 - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte 2009 se clôture au montant de 18.731,42 € en recettes et 13.583,61 € en dépenses, soit un excédent de 5.147,81 €. L'intervention communale est de 17.181,50 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le Compte de l'exercice 2009 de la fabrique d'église Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean.

7. FINANCES – FABRIQUE DE L'EGLISE SAINT PIERRE A MASNUY-SAINT- PIERRE – COMPTE 2009 - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte 2009 se clôture au montant de 15.793,52 € en recettes et 11.325,97 € en dépenses, soit un excédent de 4.467,55 €. L'intervention communale est de 10.716,64 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le Compte de l'exercice 2009 de la fabrique d'église Saint-Pierre de Masnuy-Saint-Pierre.

8. FINANCES – FABRIQUE DE L'EGLISE SAINT BARTHELEMY A ERBAUT – COMPTE 2009 - AVIS

Monsieur Jean-Pierre EGELS, Echevin des Finances et Président de la Fabrique d'Eglise, ne prend pas part au vote.

Le Compte 2009 se clôture au montant de 15.057,89 € en recettes et 11.765,48 € en dépenses, soit un excédent de 3.292,41 €. L'intervention communale est de 10.846,67 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 16 voix pour et 1 abstention, sur le Compte de l'exercice 2009 de la fabrique d'église Saint-Barthélemy à Erbaut.

**9. FINANCES – FABRIQUE DE L'EGLISE SAINT MARTIN A ERBISOEUL –
COMPTE 2009 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte 2009 se clôture au montant de 36.507,46 € en recettes et 13.34,91 € en dépenses, soit un excédent de 22.772,55 €. L'intervention communale est de 20.172,34 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le Compte de l'exercice 2009 de la fabrique d'église Saint-Martin à Erbisoeul.

**10. FINANCES – FABRIQUE DE L'EGLISE NOTRE DAME DE VACRESSE A
HERCHIES – COMPTE 2009 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte 2009 se clôture au montant de 38.196,25 € en recettes et 25.443,00 € en dépenses, soit un excédent de 12.753,25 €. L'intervention communale est de 23.471,10 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le compte de l'exercice 2009 de la fabrique d'église Notre-Dame à Herchies-Vacresse.

**11. FINANCES – FABRIQUE DE L'EGLISE SAINT ELOI A JURBISE – COMPTE
2009 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte 2009 se clôture au montant de 236.804,51 € en recettes et 215.426,33 € en dépenses, soit un excédent de 21.378,18 €. L'intervention communale est de 10.240,33€ (au service ordinaire) et 211.238,98 € (au service extraordinaire).

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le Compte de l'exercice 2009 de la fabrique d'église Saint-Eloi de Jurbise.

12. FINANCES – DESAFFECTATION DE MATERIEL D'EXPLOITATION – VENTE D'UNE CAMIONNETTE DU SERVICE DES TRAVAUX - APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE demande pourquoi une mise en concurrence, par un affichage aux valves communales par exemple, n'a pas été effectué.

La Présidente lui répond qu'une concurrence effective a été assurée (deux offres reçues, ainsi que le prix proposé par un ferrailleur), et que l'offre la plus intéressante sur le plan financier a été retenue.

Mademoiselle MORCRETTE demande également qu'à l'avenir, les rapports techniques, évoqués comme justificatif à ce type de dossier, figurent dans les dossiers soumis aux conseillers.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que l'Administration Communale, en 1994, a acheté une camionnette avec benne basculante de marque Daf (n° de châssis XLRAE04ENCN928527) à disposition du service des travaux ;

Attendu que ce véhicule a été acheté, au budget extraordinaire pour un montant de 21.988,15 € TVAC afin de pallier au manque de matériel de transport ;

Attendu que le véhicule vétuste, ne répond plus aux normes prévues par le contrôle technique automobile et que de nombreux frais devraient être engendrés pour y répondre ;

Attendu que l'Administration Communale a mis ce véhicule en vente et a reçu, en date du 12 avril 2010, une offre au montant de 200 € et une offre au montant de 500 € ;

Vu le rapport du service des travaux, portant sur l'évaluation et l'état du matériel ;

Attendu que ce bien durable doit être désaffecté du Patrimoine Communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Sur proposition du Collège Communal ;

DECIDE : à l'unanimité

ARTICLE 1er.

D'approuver la désaffectation du véhicule camionnette benne de marque Daf du Patrimoine de l'Administration Communal de Jurbise.

ARTICLE 2.

D'inviter le Receveur Communal à enregistrer le montant 500 € relatif à la vente du véhicule en recette extraordinaire au compte communal 2010.

ARTICLE 3.

De transmettre un extrait de la présente délibération aux autorités de Tutelle et à Monsieur le Receveur pour disposition.

13. FINANCES – I.D.E.A. – DETERMINATION DES TARIFS APPLICABLES DANS LE CADRE DE DIVERSES PRESTATIONS POUR LES COMMUNES AFFILIEES CONCERNANT LES ETUDES DE SOL - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que la commune de Jurbise est associée à l'intercommunale IDEA ;

Attendu que la commune a le souhait de réaliser des études d'orientation, des études de caractérisation et des assainissements de terrains ;

Vu la circulaire du 13 juillet 2006 relative aux communes, provinces, régions communales et provinciales autonomes et intercommunales, CPAS et associations Chapitre XII de la Région wallonne, portant sur les relations contractuelles entre deux pouvoirs adjudicateurs ;

Vu l'évolution de la jurisprudence européenne (arrêt Asemfo, du 19 avril 2007, vu l'arrêt CODITEL de la CJCE du 13 novembre 2008 ; vu l'arrêt République Fédérale d'Allemagne de la CJCE du 9 juin 2009) et l'application de la législation sur les marchés publics ;

Considérant que l'IDEA n'a que des associés publics au capital ;

Considérant que l'IDEA exerce l'essentiel de son activité avec les communes associées ;

Vu que les délibérations des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009 (et 23 juin 2010) approuvent la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour la communes associées à l'IDEA ;

Considérant qu'il existe entre la Commune et l'IDEA une relation « in house » ;

Considérant en effet que les critères tels que définis par la Cour européenne sont remplis ;

Considérant que l'IDEA ne peut refuser la commande de l'Administration Communale de Jurbise;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} :

De désigner l'IDEA pour les prestations d'études d'orientation, d'études de caractérisation et des prestations d'assainissements de terrains aux conditions reprises dans les décisions des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009 et 23 juin 2010 dont l'extrait relatif à ces prestations est joint en annexe.

Article 2 :

De transmettre la présente résolution à l'Intercommunale de Développement Economique et d'Aménagement de la Région Mons-Borinage-Centre et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

14. FINANCES – I.E.H. – CIRCULAIRE ECLAIRAGE PUBLIC – ADHESION A LA CENTRALE DE MARCHES DE TRAVAUX - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1222-3 et L1222-4 ;

Vu l'article 135, §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics ;

Vu les articles 2, 4 et 15 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, en vigueur depuis le 15 février 2007 ;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment son article 10 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement Wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment son article 3 ;

Vu la désignation de l'intercommunale I.E.H. en qualité de gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de la commune ;

Considérant qu'en vertu de l'article 3, §2 de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de ladite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif ;

Considérant qu'en vertu des articles 3, 8 et 41 des statuts de l'intercommunale I.E.H., à laquelle la commune est affiliée, la commune s'est dessaisie à titre exclusif et avec pouvoir de substitution du service de l'éclairage public, l'intercommunale effectuant ces prestations à prix de revient ;

Considérant dès lors que la commune doit charger directement l'intercommunale I.E.H. de l'ensemble des prestations de services liées à ses projets en matière d'éclairage public ;

Considérant l'article 2, 4° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics permettant à une centrale de marchés, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant l'article 15 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale de marchés est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Vu les besoins de la commune en matière de travaux de pose d'installations d'éclairage public ;

Vu la proposition de l'intercommunale I.E.H., gestionnaire de réseau de distribution, de lancer un marché pluriannuel de travaux pour le compte des communes de son ressort territorial ;

Vu l'intérêt pour la commune de recourir à cette centrale de marchés et ce, notamment en vue de réaliser des économies d'échelle ;

Décide : à l'unanimité

Article 1^{er} : de recourir à la centrale de marchés constituée par l'intercommunale I.E.H. pour l'ensemble de ses besoins en matière de travaux de pose d'installations d'éclairage public et ce pour une durée de 3 ans et la mandate expressément afin de procéder à :

- Toutes les formalités et prestations requises par la procédure ;
- L'attribution et à la notification dudit marché.

Article 2 : qu'il sera recouru pour chaque projet de renouvellement d'anciennes installations/d'établissement de nouvelles installations aux entrepreneurs désignés par la centrale de marchés dans le cadre de ce marché pluriannuel ;

Article 3 : de charger le collège de l'exécution de la présente délibération ;

Article 4 : de transmettre la présente délibération ;

- À l'autorité de tutelle ;
- À l'autorité subsidiaire ;
- À l'intercommunale I.E.H. pour dispositions à prendre ;

15. FINANCES – COMPTE COMMUNAL DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRA-ORDINAIRE DE L'EXERCICE 2009 - APPROBATION

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte communal est présenté par Monsieur le Receveur communal.

Madame SENECAUT lit une intervention au nom du groupe PS.

Madame SENECAUT obtient, à sa demande, des éclaircissements sur l'état d'avancement du Schéma de Structure.

La Présidente lui précise que le travail de la société désignée pour l'élaboration du Schéma de Structure devrait aboutir d'ici fin 2010.

Madame SENECAUT demande si un transfert des activités du CPAS vers la Commune est prévu, et ce afin de remédier au déficit structurel du Centre.

La Présidente l'informe que rien de tel n'est prévu actuellement.

Madame SENECAUT demande des explications sur la nouvelle destination du logement de transit situé dans l'ancienne cure d'Erbaut.

La Présidente l'informe qu'il est envisagé de céder ce logement à la Haute Senne Logement, et qu'un nouveau logement de transit sera éventuellement prévu ailleurs.

Mademoiselle MORCRETTE demande s'il ne manque pas une mention relative à un déplacement effectué pour le compte du Comité des Fêtes de Masnuy-Saint-Jean.

Le Collège communal confirme qu'il ne manque aucune mention, et que le déplacement évoqué est certainement relatif au voyage au Parc Astérix suite aux Jeux Intervillages.

Mademoiselle MORCRETTE demande si des licenciements sont envisagés au CPAS afin de remédier au déficit du Centre.

La Présidente confirme qu'aucun licenciement n'est à l'ordre du jour, tout en précisant que ce débat relève des compétences du Conseil de l'Action Sociale.

Monsieur MULLER lit une intervention au nom du groupe CDH, et sollicite des éclaircissements sur le concept de « dépenses ordinaires facultatives ».

Monsieur le Receveur communal lui répond.

Avis du groupe CDH

Les années se suivent et les comptes se ressemblent. A en croire la majorité, la population jurbisienne pourrait penser que le compte communal est un véritable conte de fées. En effet, on entend souvent dire de la part de la majorité que la commune est gérée en bon père de famille. A chaque fois, le receveur atténue cette affirmation. Le conte de fées ne doit pas être défait. Il est écrit dans le compte qu'il faut réduire les dépenses ordinaires facultatives. Mais que sont ces dépenses facultatives ? Nous aimerions une bonne fois pour toute les connaître ! Car, d'année en année, nous avons le pressentiment que peu ou pas d'activités culturelles ou autres facultatives, déficitaires ne sont réduites.

De même pour l'extraordinaire, il faut, dit le receveur, limiter les dépenses. Or, que constatons-nous ? La commune veut acquérir un bâtiment pour 225.000 euros à Herchies pour y organiser des activités relevant plus du domaine privé que domaine communal. Ce qui va augmenter la charge de la dette. Est-ce bien sérieux quand on doit faire des économies ? Est-ce cela gérer en bon père de famille ?

La majorité actuelle a souvent affirmé qu'il n'y avait pas de pauvres à Jurbise. En lisant le compte, on peut y voir que le receveur parle d'une explosion sociale. La commune devra donc financer massivement le CPAS.

Encore une fois, on ne nous dit pas tout.

Le compte communal de l'exercice 2009 se clôture aux montants suivants :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
1. Droits constatés	9.219.671,37 €	5.020.855,56 €
Non-valeurs et irrécouvrables	67.500,45 €	0,00 €
Droits constatés nets	9.152.170,92 €	5.020.855,56 €
Engagements	9.103.461,86 €	6.047.910,55 €
Résultat budgétaire		
Positif	48.709,06 €	
Négatif		1.027.054,99 €
2. Engagements	9.103.461,86 €	6.047.910,55 €
Imputations comptables	8.947.232,39 €	2.153.618,82 €
Engagements à reporter	156.229,47 €	3.894.291,73 €
3. Droits constatés nets	9.152.170,92 €	5.020.855,56 €
Imputations	8.947.232,39 €	2.153.618,82 €
Résultat comptable		
Positif	204.938,53 €	2.867.236,74 €
Négatif		

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 13 voix pour et 5 abstentions sur le Compte Communal de l'exercice 2009 des services ordinaire et extraordinaire.

**16. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DES SERVICES
ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU BUDGET COMMUNAL DE
L'EXERCICE 2010 - APPROBATION**

Mademoiselle MORCRETTE demande des éclaircissements sur les 5500 € prévus pour des recours et un audit sur les prestations de nettoyage.

Monsieur le Receveur communal lui répond que cet audit porterait sur les méthodes et l'organisation du travail de nettoyage dans les bâtiments communaux, notamment dans les écoles.

Mademoiselle MORCRETTE s'étonne que la Commune n'ait reçu que maintenant les subsides 2008-2009 promis pour les réfections de voirie, et demande ce qu'il en est des subsides promis pour 2010-2012.

Monsieur le Receveur communal et l'Echevin des Travaux lui apportent les informations disponibles sur ce point.

Mademoiselle MORCRETTE demande pourquoi l'opposition n'a pas été consultée sur le projet d'acquisition d'un bâtiment industriel en vue de sa transformation en complexe sportif.

La Présidente lui apporte les informations actuellement disponibles – ce projet en étant toujours au stade conceptuel -, notamment sur la dépollution éventuelle du sol et la solidité financière du projet. La Présidente confirme que les crédits ont été prévus au cas où le projet pourrait aboutir.

Mademoiselle MORCRETTE demande à obtenir une réponse écrite aux questions posées par mail à Monsieur le Secrétaire communal.

La Présidente lui répond que pour ce faire, Mademoiselle MORCRETTE doit introduire sa demande par écrit et l'adresser au Collège communal.

Madame SENECAUT demande des informations sur la restauration du Foyer culturel, ce à quoi la Présidente lui répond qu'un projet est en cours d'élaboration mais qu'il est trop tôt pour développer davantage. Elle confirme que le Conseil communal sera tenu informé de ce projet dès que cela sera possible.

Madame SENECAUT demande pourquoi des honoraires d'avocat ont été prévus pour le dossier du Clos des Hauts Aimonts.

La Présidente lui apporte les éclaircissements souhaités.

Monsieur EGELS présente le dossier.

La modification budgétaire du service ordinaire de l'exercice 2010 se clôture aux montants suivants :

	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
D'après le budget initial Ou la précédente modification	9.520.059,72 €	9.122.361,48 €	397.698,24 €
Augmentation de crédit	185.300,74 €	270.853,65 €	-8.552,91 €
Diminution de crédit	-368.900,99 €	-58.112,85 €	-30.788,14 €
Nouveau résultat	9.336.459,47 €	9.335.102,28 €	1.357,19 €

Au service extraordinaire, la modification budgétaire se clôture aux montants suivants :

	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
D'après le budget initial Ou la précédente modification	6.956.499,39 €	6.395.223,57 €	561.275,82 €
Augmentation de crédit	2.627.166,76 €	1.345.948,55 €	1.281.218,21 €
Diminution de crédit	-686.275,82 €	-125.000,00 €	-561.275,82 €
Nouveau résultat	8.897.390,33 €	7.616.172,12 €	1.281.218,21 €

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 13 voix pour et 5 abstentions sur la modification budgétaire n°1 des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2010.

17. MARCHE PUBLIC – MP 2010-32-SG-FB RELATIF A LA DESIGNATION D'UN PRESTATAIRE POUR LES COURS DE LANGUE DESTINES AUX ENFANTS- ANNEE SCOLAIRE 2010-2011 – MODE DE PASSATION, CONDITIONS, CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

Madame SENECAUT demande pourquoi la liste des sociétés qui seront consultées, n'est pas précisée dans le projet de délibération.

La Présidente lui rappelle qu'il s'agit d'une compétence du Collège communal, et que celui-ci n'a pas encore arrêté cette liste.

Mademoiselle MORCRETTE demande sur quelle base l'évaluation du montant du

marché public a été réalisée, et demande que la manière d'évaluer ce montant soit dorénavant systématiquement indiquée dans les dossiers soumis au Conseil communal.

La Présidente lui apporte les informations recherchées et prend acte de sa demande.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Désignation d'un prestataire pour les cours de langue destinés aux enfants - année scolaire 2010-2011", le montant estimé s'élève à 12.000,00 € hors TVA ou 14.520,00 €, 21%TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2010, article 76101/12406.2010;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. – D'approuver le marché public ayant pour objet "Désignation d'un prestataire pour les cours de langue destinés aux enfants - année scolaire 2010-2011". Le montant est estimé à 12.000,00 € hors TVA ou 14.520,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget ordinaire de l'exercice 2010, article 76101/12406.2010.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

18. MARCHE PUBLIC – MP 2010-33-SG-FB RELATIF A L'ACQUISITION DE FOURNITURES DIDACTIQUES POUR LES ECOLES COMMUNALES – ANNEE 2010-2011 – MODE DE PASSATION, CONDITIONS, CAHIER SPECIAL DES CHARGES ET LISTE DES SOCIETES A CONSULTER - APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE émet les mêmes demandes que pour le marché public relatif aux cours de langue.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2010-33-SG-FB pour le marché ayant pour objet "Fournitures didactiques pour les Ecoles communales - année 2010-2011";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Fournitures didactiques pour les Ecoles communales - année 2010-2011", le montant estimé s'élève à 23.664,84 € HTVA ou 28.634,46 € TVA comprise ;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont les écoles communales auront besoin;

Considérant en conséquence que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ; que, dès lors, l'adjudicataire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités présumées ne seraient pas atteintes;

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- Viroux S.A, Rue Wauthier, 20 à 5060 Auvelais;
- Gai Savoir, Rue de la Station, 60 à 6043 Ransart;
- Bricolux, Parc Industriel, 2 à 6900 Marche-en-Famenne;
- ARPACA, Rue des Viaducs, 350 à 7020 Nimy;
- MOBIDI, rue Saint-Lazare 34 à 7000 Mons;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2010, article 721, 722/12402.2010;

Considérant que ce crédit sera financé par fonds propres ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-33-SG-FB et le montant estimé du marché ayant pour objet "Fournitures didactiques pour les Ecoles communales - année 2010-2011", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 23.664,84 € HTVA ou 28.634,46 € TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- Viroux S.A, Rue Wauthier, 20 à 5060 Auvelais;
- Gai Savoir, Rue de la Station, 60 à 6043 Ransart;
- Bricolux, Parc Industriel, 2 à 6900 Marche-en-Famenne;
- ARPACA, Rue des Viaducs, 350 à 7020 Nimy;
- MOBIDI, rue Saint-Lazare 34 à 7000 Mons;

Article 4. - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 05 juillet 2010.

Article 5. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget ordinaire de l'exercice 2010, article 721, 722/12402.2010.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

19. MARCHE PUBLIC – MP 2010-34-SG-FB RELATIV A LA FOURNITURE DE GASOIL DE CHAUFFAGE POUR LES BATIMENTS COMMUNAUX, C.P.A.S. ET CULTES. FOURNITURE DE GASOIL ROUTIER POUR LES VEHICULES DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION

Mademoiselle MORCLETTE émet les mêmes demandes que pour le marché public relatif aux cours de langue. Elle s'étonne par ailleurs que ce marché n'ait pas été scindé en deux lots, et demande que soit corrigée une erreur de date en page 10 du Cahier spécial des charges.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2010-34-SG-FB pour le marché ayant pour objet "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, Cpas et Cultes. Fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, Cpas et Cultes. Fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale", le montant estimé s'élève à 210.550,00 € hors TVA ou 254.765,50 €, 21% TVA comprise;

Considérant que le montant estimé dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par adjudication publique;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin;

Considérant en conséquence que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ; que, dès lors, l'adjudicataire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités présumées ne seraient pas atteintes;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2010, article 124, 421, 722, 72201, 72202, 72203, 762, 76201, 76203/12503 et 421, 722/12703, ainsi que 8531, 837, 8441 et 8443/125-03 et 8443/127-03 ;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-34-SG-FB et le montant estimé du marché ayant pour objet "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, Cpas et Cultes. Fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 210.550,00 € hors TVA ou 254.765,50 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par adjudication publique. Le marché sera soumis à la publicité européenne suivant les formulaires standards appropriés.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget ordinaire de l'exercice 2010, article 124, 421, 722, 72201, 72202, 72203, 762, 76201, 76203/12503 et 421, 722/12703, ainsi que 8531, 837, 8441 et 8443/125-03 et 8443/127-03.

Article 4. - De transmettre la présente délibération à la tutelle. Cette délibération sera exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**20. MARCHE PUBLIC – MP 2010-35-SG-FB RELATIF A L'ACQUISITION D'UN
SCANNER POUR LE SERVICE ARCHIVES – CONDITIONS, MODE DE
PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

Mademoiselle MORCRETTE émet les mêmes demandes que pour le marché public relatif aux cours de langue.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Acquisition d'un scanner pour le Service Archives", le montant estimé s'élève à 3.719,00 € hors TVA ou 4.499,99 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 104/74253:20100009.2010 (n° de projet 20100009);

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er. - D'approuver le marché public ayant pour objet "Acquisition d'un scanner pour le Service Archives". Le montant est estimé à 3.719,00 € hors TVA ou 4.499,99 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée par facture acceptée.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 104/74253:20100009.2010 (n° de projet 20100009).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

21. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – AVENUE CHANT DES OISEAUX - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant l'avis émis par la Division de la Programmation et de la Coordination des Transports de la Région Wallonne le 02 avril 2010;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE à l'unanimité

Article 1^{er}. – Dans l'avenue du Chant des Oiseaux :

- les mesures antérieures relatives à la circulation et au stationnement sont abrogées ;
- le stationnement est réservé aux voitures, voitures mixtes, minibus et motocyclettes ;
- un stationnement alterné semi-mensuel est établi entre les n°1 et 30.

Article 2 - Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux à validité zonale d'entrée et de sortie reprenant le signal E9b, E5 (du côté pair) et E7 (du côté impair) avec flèches montantes et doubles.

Article 3 - Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

22. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – CHAUSSEE BRUNEHULT – SECTION COMPRISE ENTRE LE CARREFOUR « DENDAL » ET L'IMMEUBLE N°360 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant qu'en sa séance du 27 mai 2008, le Conseil Communal a adopté un règlement complémentaire visant à implanter des zones d'évitement striées à la Chaussée Brunehault, section comprise entre le carrefour « Dendal » et l'immeuble n°360 ;

Considérant que les riverains souhaitent apporter quelques modifications au dispositif en matière de signalisation routière ;

Considérant que des problèmes de croisement sont rencontrés aux abords de l'aménagement situé près du carrefour « Dendal » ;

Considérant que les automobiliste circulant vers la Route d'Ath au départ dudit carrefour doivent céder le passage aux usagers se déplaçant en sens inverse, créant ainsi des files d'attente se répercutant souvent et encombrant le carrefour à quatre branches dont question ;

Considérant que l'inversion de la priorité à cet endroit et à l'approche d'un autre rétrécissement situé plus loin serait de nature à améliorer la sécurité routière Chaussée Brunehault ;

Considérant que le Conseil Communal de Mons va adopter une mesure similaire ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er}. – Dans la Chaussée Brunehault :

- Dans le rétrécissement existant entre les n°322 et 324. La priorité de passage actuellement en vigueur est abrogée.
Une priorité de passage est instaurée, la priorité étant donnée aux conducteurs circulant du Grand Chemin de Masnuy vers la route d'Ath ;
- Dans le rétrécissement existant entre les n°344 et 346. La priorité de passage actuellement en vigueur est abrogée.
Une priorité de passage est instaurée, la priorité étant donnée aux conducteurs circulant de la Route d'Ath vers le Grand Chemin de Masnuy.

Article 2 - Ces mesures seront matérialisées par le placement **de signaux B19 et B21.**

Article 3 - Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

**23. URBANISME – MODIFICATION DE VOIRIE VICINALE – ELARGISSEMENT
PARTIEL DU SENTIER VICINAL N°24 A ERBISOEUL - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la demande introduite le 26 août 2009 par Monsieur et Madame Meunier -Pere et relative à un projet d'élargissement partiel du sentier vicinal n°24 sis à 7050 Jurbise (Erbisoeul);

Vu le projet est situé en zone d'habitat sur 60 mètres de profondeur à front de la route d'Ath et au-delà en zone agricole au plan de secteur;

Vu l'avis favorable conditionnel du H.I.T réceptionné en date du 8 septembre 2009 libellé comme suit :

« La propriété se situe à front du sentier vicinal n°211.

Je propose que les alignements soient fixés comme suit :

- Suivant une parallèle, distante de 4,00m de la clôture de la parcelle située en vis-à-vis de la propriété.

L'assiette de la voirie sera cédée gratuitement à la Commune de Jurbise.

Le front de bâtisse est à établir comme indiqué au plan, soit à 4 m minimum en recul sur l'alignement.

Le bien se trouve en zone d'assainissement collectif non opérationnel. Le rejet des eaux usées se fera vers le futur égout en respectant les conditions fixées par le code de l'eau et le règlement communal.

Indépendamment des réseaux d'eau, d'énergie et de communication, les charges que je vous suggère d'imposer au lotisseur pour équiper la voirie sont les suivantes :

- Etablissement d'une fondation de chaussée en empierrement à granularité continue, stabilisé au ciment, sur 0,35m d'épaisseur;
- D'un côté de la voirie, établissement d'un filet d'eau type IIE2, posé sur fondation en béton maigre de 0,20m d'épaisseur minimum ;
- De l'autre côté de la voirie, établissement d'une bordure de contrebutage enterrée de type C1, posée sur fondation en béton maigre de 0,15m d'épaisseur minimum ;
- Etablissement d'un revêtement de chaussée en béton hydrocarboné type BB-4C sur 0,05 m d'épaisseur;
- Etablissement de deux avaloirs en regard des chambres de visite aval et intermédiaire;
- Egouttage à réaliser en tuyaux de béton de 0,30m de diamètre intérieur à placer en axe de chaussée;
- Enrobage des tuyaux en sable-ciment ; remblai en sable en chaussée ;
- Etablissement de 3 chambres de visite comme indiqué au plan. Elles seront réalisées en maçonnerie de briques pleines (une brique d'épaisseur enduite à l'extérieur et cimentée intérieur-extérieur-trapillon 40 tonnes en fonte ou acier moulé) et auront des

dimensions intérieures de 0,70 x 0,70m². Elles seront établies sur fondation en béton non armé C 30/37 de 0,20m d'épaisseur minimum ;

- Etablissement de la signalisation au carrefour suivant indications de la Région wallonne (S.P.W.) ;
- Travaux d'appropriation éventuelle du domaine de la Région wallonne (S.P.W.) au raccord des voiries, suivant leurs indications ;
- Travaux à réaliser en respectant le cahier des charges type RW 99-2004. »

L'équipement de voirie et d'égouttage est à établir depuis la chaussée de la route d'Ath jusqu'en fin de parcelle à bâtir. La largeur de la chaussée (revêtement) sera de 3m. »

Vu l'enquête publique, dont procès-verbal, réalisée du 31/08/2009 au 14/09/2009 pour le motif suivant :

- Elargissement partiel du sentier vicinal n°24 sur base de la loi du 10 avril 1841, modifiée par les lois du 20 mai 1863 – 19 mars 1865 et 9 août 1948;

Vu la décision du Collège communal réuni le 2/06/2010;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu les articles 27 et 28 de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : de proposer au Collège Provincial l'élargissement partiel du sentier vicinal n°24 à Erbisoeul.

24. CONTRAT RIVIERE DENDRE – PROJET DE STATUTS DE L'A.S.B.L., MONTANT DE LA PARTICIPATION ET DESIGNATION D'UN REPRESENTANT COMMUNAL - APPROBATION

Madame SENECAUT s'inquiète de la régularité des actes de l'ASBL, compte tenu du fait que la désignation proposée ce jour au Conseil communal est postérieure à la date de la première réunion de l'ASBL.

Madame ROBETTE-DELPUTTE lui précise que la première réunion a été annulée, car seules 5 communes avaient répondu présentes. Aucune information précise n'est toutefois disponible à ce jour quant aux conséquences légales, pour l'ASBL, des désignations de représentants communaux après la date de cette première réunion.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Directive Cadre Eau 2000/60/CE du Parlement européen établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et imposant notamment la mise en œuvre d'un plan de gestion de l'eau par bassin hydrographique ;

Vu le décret relatif au livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau qui attribue, en son article D32, aux Contrat de rivière des missions d'informations, de

sensibilisation et de concertation en ce qu'elles contribuent au dialogue, ainsi que des missions techniques précises ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, relatif aux contrats de rivière (MB . 22.12.2008) ;

Considérant que le contrat de Rivière, protocole d'accord entre l'ensemble des acteurs publics et privés, est un outil permettant de concilier les multiples fonctions et usages du cours d'eau, de ses abords et des ressources en eau du bassin ;

Attendu que s'est manifestée la volonté de restaurer la qualité biologique et paysagère du bassin de la Dendre ;

Considérant que le territoire communal de Jurbise est situé dans le sous-bassin hydrographique de la Dendre ;

Considérant que le Contrat de Rivière explicitera le programme des actions à mener et énoncera les mesures de suivi pour notamment améliorer la qualité des eaux, prévenir les inondations, préserver e/ou restaurer le lit et les abords des cours d'eau ainsi que les zones humides, lutter contre la prolifération des espèces invasives et informer et sensibiliser la population et les acteurs locaux ;

Considérant que la Commune de Jurbise sera membre du comité de rivière qui dirige le contrat de rivière et qu'elle pourra participer aux éventuels groupes de travail constitués dans le cadre du contrat de rivière ;

Considérant que la bonne marche d'un contrat de rivière suppose la collaboration du plus grand nombre d'acteurs concernés ;

Considérant que le financement du contrat de rivière Dendre couvre les frais de fonctionnement et que le taux de subvention annuelle est fixé à 70% des coûts concernés à charge de la Région wallonne et 30% à charge des communes et province adhérentes ;

Sur proposition du Collège communal ;

DECIDE : à l'unanimité

- D'adhérer au contrat de rivière Dendre.
- D'approuver la proposition de statuts d'asbl ci-joint.
- De participer au fonctionnement du contrat de rivière pour un montant de 2.113,00€ calculé au moyen d'un ratio « population / superficie du territoire » couvert par le contrat de rivière et de prévoir les crédits nécessaires aux budgets concernés.
- De désigner Madame Francine ROBETTE-DELPUTTE, Conseillère communale afin de représenter la Commune de Jurbise au sein des structures qui se mettront en place dans le cadre du contrat de rivière.

25. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE ITRADEC

DU 24 JUIN 2010 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL, réuni en séance publique,

Vu l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'ITRADEC,

Vu les dispositions de la Nouvelle Loi communale,

Vu le décret relatif aux intercommunales wallonnes promulgué par le Gouvernement wallon le 05.12.1996,

Vu le décret du 19.07.2006 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et en particulier son article L1523-12,

Décide : à l'unanimité

Article 1^{er} :

- D'approuver le point 1 de l'ordre du jour, à savoir : Désignation des scrutateurs.
- D'approuver le point 2 de l'ordre du jour, à savoir : Rapport de gestion pour l'exercice 2009 – bilan et compte de résultat 2009 – rapport du Collège des contrôleurs aux comptes – Affectation du résultat de l'exercice écoulé.
- D'approuver le point 3 de l'ordre du jour, à savoir : Décharge à donner aux administrateurs.
- D'approuver le point 4 de l'ordre du jour, à savoir : Décharge à donner au Collège des contrôleurs aux comptes.
- D'approuver le point 5 de l'ordre du jour, à savoir : Désignation du Commissaire réviseur pour les années 2010 à 2012 – attribution du marché.
- D'approuver le point 6 de l'ordre du jour, à savoir : Approbation de principe sur les orientations stratégiques du partenariat « public-privé » : marché de service – lot 1 « Activité relative à la biométhanisation ».
- D'approuver le point 7 de l'ordre du jour, à savoir : Approbation du procès-verbal de la présente assemblée.

Article 2 :

La présente délibération sera transmise à l'intercommunale ITRADEC, rue du Champ de Ghislage 1 – 7021 HAVRE – Fax : 065/87.90.80.

26. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE I.D.E.T.A.
DU 30 JUIN 2010 – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant en séance publique,

Vu l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale IDETA;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communale du 13 mars 2007;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire De l'Agence Intercommunale IDETA le 30 juin 2010;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Modifications statutaires

Rapport de gestion du Conseil d'administration 2009
3. Bilan et compte de résultats 2009
4. Rapport du Commissaire Réviseur
5. Décharge aux administrateurs
6. Décharge au Commissaire Réviseur
7. Marché de services ayant trait à l'audit et au contrôle des comptes de l'Intercommunale et de ses structures connexes pour les exercices 2010 à 2012 - Désignation
8. Divers

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} :

- D'approuver le point n°1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA. Modifications statutaires.

- D'approuver le point n°2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA. Rapport de gestion du Conseil d'administration 2009.
- D'approuver le point n°3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA. Bilan et compte de résultats 2009.
- D'approuver le point n°4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA. Rapport du Commissaire Réviseur.
- D'approuver le point n°5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA. Décharge aux administrateurs.
- D'approuver le point n°6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA. Décharge au Commissaire Réviseur.
- D'approuver le point n°7 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA. Marché de services ayant trait à l'audit et au contrôle des comptes de l'Intercommunale et de ses structures connexes pour les exercices clôturés 2010 à 2012 – Désignation.
- D'approuver le point n°8 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA. Divers.

Article 2 :

Les délégués représentant la Commune de Jurbise désignés par le Conseil Communal du 13 mars 2007, seront chargés lors de l'Assemblée générale du mercredi 30 juin 2010, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée.

Article 3 :

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Agence Intercommunale IDETA, à Monsieur le Receveur Communal ainsi qu'au département administratif.

27. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE I.D.E.A. DU 23 JUIN 2010 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale IDEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 19 mai 2010 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Ville/Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 23 juin 2010 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- **Considérant** que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le rapport d'activité du Conseil d'Administration pour l'exercice 2009 ;

Considérant qu'en date du 19 mai 2010, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de rapport d'activité et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux/provinciaux les informant que le projet de rapport d'activité est disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes ;

- **Considérant** que les **deuxième, troisième et quatrième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation et l'approbation du Bilan et du compte de Résultats et sur le rapport du Réviseur;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2009 et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux/provinciaux les informant que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes ;

- **Considérant** que le **cinquième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur ;

Qu'en effet, conformément à l'article 23 des statuts de l'IDEA, l'Assemblée générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2009, aux Administrateurs et au Réviseur ;

- **Considérant** que le **sixième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA ;

Considérant que le Conseil d'Administration du 19 mai 2010 a approuvé les tarifs dont question sous objet et se rapportant aux missions d'audits énergétiques ;

- **Considérant** le que **septième point** inscrit à l'ordre du jour sur la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA ;

Considérant que le Conseil d'Administration du 19 mai 2010 a approuvé les tarifs dont question sous objet et se rapportant aux prestations dans le cadre d'une étude de sol ;

- **Considérant** le que **huitième point** porte sur une modification de la composition du Conseil d'Administration ;

En date du 24 février 2010, le Conseil d'Administration de l'IDEA a acté la démission des fonctions de Monsieur Jean-Luc FAYT qui a été remplacé par Monsieur Jean-Pierre JAUMOT.

- Considérant que le **neuvième point** porte sur la désignation du Réviseur d'entreprise pour les années 2010, 2011 et 2012 suite à une procédure négociée sans publicité.

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er :

- d'approuver le rapport d'activité 2009.

Article 2 :

- d'approuver les comptes 2009.

Article 3 :

- de donner décharge aux Administrateurs et au Réviseur pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2009.

Article 4 :

- d'approuver les tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA, à savoir les tarifs pour les missions d'audits énergétiques.

Article 5 :

- d'approuver les tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA, à savoir les tarifs pour les prestations dans le cadre d'une étude de sol.

Article 6 :

- d'approuver la désignation de Monsieur Jean-Pierre JAUMOT en tant qu'administrateur de l'IDEA.

Article 7 :

- de désigner RSM INTERAUDIT SCRL en tant que réviseur d'entreprises de l'IDEA pour les exercices comptables 2010, 2011 et 2012 aux conditions de son offre de 17.520 € HTVA par an.

28. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE C.I.S.C.M. DU 23 JUIN 2010 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

- qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M. du 23 juin 2010;
- que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;
- qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M.;

Décide d'approuver : à l'unanimité

Article 1^{er} :

- le point 1 de l'ordre du jour :
Présentation du rapport d'activités.
- le point 2 de l'ordre du jour :
Présentation des comptes annuels pour l'exercice 2009.
- le point 3 de l'ordre du jour :
Rapport du réviseur.
- le point 4 de l'ordre du jour :
Adoption du bilan.
- le point 5 de l'ordre du jour :
Décharge à donner aux Administrateurs, aux commissaires et au commissaire réviseur pour l'exercice social écoulé.
- le point 6 de l'ordre du jour :

Honoraires des médecins rémunérés à la prestation – décision.

- le point 7 de l'ordre du jour :
Approbation du procès-verbal de la présente séance.

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 15/06/2010.

Article 3

- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale C.I.S.C.M.
- au Gouvernement provincial.
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

**29. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE IGRETEC
DU 29 JUIN 2010 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C. ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'I.G.R.E.T.E.C. du 29/06/2010 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil provincial les points 1, 2, 4, 5 et 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'I.G.R.E.T.E.C. ;

DECIDE à l'unanimité d'approuver

Article 1^{er} :

- * le point 1 de l'ordre du jour, à savoir :
Affiliations / Administrateurs.
- * le point 2 de l'ordre du jour, à savoir :
Modifications statutaires.
- * le point 4 de l'ordre du jour, à savoir :
Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2009.
- * le point 5 de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du CA et du collège des contrôleurs aux comptes pour l'exercice 2009.
- * le point 6 de l'ordre du jour, à savoir :
Renouvellement du mandat de réviseur 2010-2013.

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 15/06/2010 ;
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise:

- à l'Intercommunale IGRETEC,
boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI
pour le 24/06/2010 au plus tard ;
- au Gouvernement Provincial ;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

30. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE I.P.F.H. DU 29 JUIN 2010 - APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE insiste pour que les 5 représentants communaux soient présents lors des assemblées générales de l'I.P.F.H., afin de permettre à celles-ci d'atteindre le quorum requis.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune/ville à l'Intercommunale I.P.F.H. ;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune/ville doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune/ville à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.P.F.H. du 29 juin 2010 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2, 3, 4 et 5 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal les points 2,3, 4 et 5 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H.

DECIDE : d'approuver à l'unanimité

Article 1^{er} :

- * le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2009 – Approbation ;
- * le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du conseil d'administration et au réviseur pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2009 ;
- * le point 4°) de l'ordre du jour, à savoir :
Recommandations du comité de rémunération ;
- * le point 5°) de l'ordre du jour, à savoir :
Nomination d'un réviseur d'entreprises pour une période de trois ans ;

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 15/06/2010 ;
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'Assemblée générale, soit **pour le 22 juin 2010 ;**
- au Gouvernement Provincial ;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

31. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE I.G.H. DU

25 JUIN 2010 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune de Jurbise à l'Intercommunale I.G.H.;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune/ville à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.G.H. du 25 juin 2009 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2, 3, 4 et 5 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points 2, 3, 4 et 5 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.G.H.

DECIDE : d'approuver à l'unanimité

Article 1^{er} :

- * le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2009 – Approbation ;
- * le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du conseil d'administration et au réviseur pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2009 ;
- * le point 4°) de l'ordre du jour, à savoir :
Recommandations du comité de rémunération ;
- * le point 5°) de l'ordre du jour, à savoir :
Nomination d'un réviseur d'entreprises pour une période de trois ans ;

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 15/06/2010;
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.G.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 18 juin 2009;**
- au Gouvernement provincial ;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

32. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE I.E.H. DU 25 JUIN 2010 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune de Jurbise à l'Intercommunale I.E.H.;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune/ville doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.E.H. du 25 juin 2010 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2, 3, 4 et 5 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points 2,3, 4 et 5 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.E.H.

DECIDE : d'approuver à l'unanimité

Article 1^{er} :

- * le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2009 – Approbation ;
- * le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du conseil d'administration et au réviseur pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2009 ;
- * le point 4°) de l'ordre du jour, à savoir :
Recommandations du comité de rémunération ;
- * le point 5°) de l'ordre du jour, à savoir :
Nomination d'un réviseur d'entreprises pour une période de trois ans ;

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 15/06 /2010
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.E.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 18 juin 2010;**
- au Gouvernement provincial ;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

33. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE CHU AMBROISE PARÉ DU 29 JUIN 2010 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune de Jurbise à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale CHU Ambroise Paré du 29 juin 2010;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale CHU Ambroise Paré;

Décide : d'approuver à l'unanimité

Article 1^{er} :

- Le procès-verbal de la séance du 16 décembre 2009;
- Le rapport annuel de gestion – année 2009;
- La présentation des comptes relatifs à l'exercice 2009;

- Le rapport du Commissaire – Réviseur;
- Le rapport du Collège des Contrôleurs;
- Les comptes 2009;
- La décharge aux Administrateurs, aux membres du Collège des Contrôleurs et au Commissaire-Réviseur;

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 15 juin 2010.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

34. PERSONNEL – STATUT ADMINISTRATIF - APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE demande si l'organigramme de l'administration communale pourrait lui être remis.

La Présidente lui confirme que cela sera possible dès que le statut administratif aura été approuvé par les autorités de tutelle.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, à l'unanimité, le statut administratif du personnel.

35. PERSONNEL – STATUT PECUNIAIRE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, à l'unanimité, le statut pécuniaire du personnel.

36. PERSONNEL – REGLEMENT DE TRAVAIL - APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE demande des précisions quant à la couverture (en matière d'assurance) pour les accidents sur le parcours ou le chemin du travail.

La Présidente lui confirme que tous les parcours sont couverts, même dans le cas de chauffeurs communaux se rendant en un lieu non communal (voyage scolaire,...).

Mademoiselle MORCRETTE demande également des précisions sur la personne de confiance, la politique de prévention, les premiers soins dans les écoles et les moyens et outils de travail (communication ou autres) mis à disposition du personnel.

La Présidente lui apporte les éclaircissements souhaités.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, à l'unanimité, le règlement de travail pour le personnel.

37. QUESTIONS ORALES

Monsieur MULLER s'enquiert des dispositifs de sécurité prévus à l'occasion de manifestations dans l'entité, et demande si une discussion avec l'opposition pourrait être envisagée sur cette problématique.

La Présidente lui précise qu'il s'agit d'une attribution spécifique du Bourgmestre et de la Police.

Monsieur MULLER demande des précisions sur les travaux réalisés sur le Chemin du Prince, et notamment sur certaines déficiences constatées.

L'Echevin des Travaux lui apporte les éclaircissements en sa possession, et précise que la réception de ces travaux n'a toujours pas été effectuée.

Monsieur MULLER interpelle la Présidente sur le contenu d'un article de presse.

Mademoiselle MORCRETTE demande des précisions sur le stationnement autorisé de véhicules sur certaines voiries.

La Présidente lui répond.

Mademoiselle MORCRETTE demande si Monsieur le Secrétaire communal faisant fonction pourra continuer à assumer le mi-temps qu'il est tenu de consacrer au Plan de Cohésion Sociale.

La Présidente lui confirme que Monsieur le Secrétaire communal f.f. assumera bien cette mission durant le remplacement de Monsieur le Secrétaire communal.

Mademoiselle MORCRETTE demande pourquoi le marché public relatif à l'acquisition de 2.000 t-shirts n'a pas été soumis au Conseil communal.

La Présidente l'informe qu'il s'agit d'une procédure à l'ordinaire, relevant des compétences du Collège communal.

Mademoiselle MORCRETTE fait à nouveau part de sa demande d'obtenir par

écrit, une réponse aux questions posées précédemment à Monsieur le Secrétaire communal par e-mail.

Monsieur HALLOT demande si des vélos sont autorisés à emprunter à contre-sens une voirie à sens unique.

La Présidente lui confirme que ce comportement n'est permis que dans des voiries SUL (Sens Unique Limité), et qu'aucune voirie communale n'est actuellement sous ce statut.

Monsieur HALLOT demande par conséquent que la Bourgmestre attire l'attention de la Police sur ce type de comportement.

HUIS CLOS

La séance est levée à 21h45.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire ff,

La Présidente,